

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

LOT N° 4

ASSURANCE RISQUES NUMÉRIQUES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Le présent cahier des clauses techniques particulières comporte :

- ⇒ les conditions particulières,
- ⇒ les conditions générales PROTECTAS.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

ASSURANCE RISQUES NUMÉRIQUES

Numéro de contrat :

En complément des conditions générales « assurance risques numériques » PROTECTAS jointes, les présentes conditions particulières ont pour objet de définir les garanties, montants de garantie et franchises du contrat, ses modalités de gestion ainsi que celles des sinistres, et ce par dérogation à toute autre stipulation moins favorable.

IDENTIFICATION DU CONTRAT

SOUSCRIPTEUR - ASSURÉ

Ce contrat est conclu entre :

Assureur

Et

Souscripteur assuré

Mentionné à l'acte d'engagement

Centre des Monuments Nationaux
Hôtel de Sully - 62 Rue Saint-Antoine
75186 PARIS CEDEX 04

Le souscripteur est représenté par sa Présidente en exercice.

ACTIVITÉS

Toutes activités de l'assuré et de ses services, y compris les activités annexes et connexes de toutes natures.

PRISE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT, PRÉAVIS DE RÉSILIATION

Ces informations sont mentionnées à l'acte d'engagement.

ETENDUE DE LA COUVERTURE

L'objet et l'étendue des garanties sont définis aux conditions générales.

MONTANTS DE GARANTIE

Les montants de garantie détaillés ci-après s'entendent par sinistre.

Garantie	Montant
Garantie « pertes pécuniaires »	
Frais de gestion de crise	500 000 €
Frais de notification	500 000 €
Frais de reconstitution liés à une perte de données informatiques	1 000 000 €
Frais supplémentaires d'exploitation	500 000 €
Pertes d'exploitation, pertes de recettes	1 000 000 €
Frais de monitoring bancaire	100 000 €
Pertes consécutives à un détournement	500 000 €
Pertes consécutives à une fraude informatique	500 000 €
Pertes consécutives à une fraude téléphonique	500 000 €
Cyber-extorsion, menace de cyber-extorsion, cyber-rançon	1 000 000 €
Garantie « responsabilité »	
Tous dommages confondus	3 000 000 €
Frais d'atténuation	100 000 €
Garantie « défense recours »	
Défense recours	75 000 €

FRANCHISES

Le montant des franchises est fixé à l'acte d'engagement.

PRESTATIONS DE GESTION OBLIGATOIRES

DÉCLARATION DE SINISTRE

La déclaration de sinistre peut être transmise par téléphone (avec confirmation écrite), par courrier ou par mail.

Toute déclaration de sinistre fait l'objet sous 72h ouvrées d'un accusé de réception donnant les références du sinistre et les coordonnées de l'interlocuteur chargé du suivi.

Les dossiers sinistres sont tous suivis par le même interlocuteur. La gestion du contrat est également effectuée par un interlocuteur unique. La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à communiquer à l'assuré les coordonnées des référents en charge de la gestion du contrat et des sinistres et de leurs remplaçants.

PRÉSENTATION DES QUITTANCES

La quittance présentée à l'échéance par la compagnie ou l'intermédiaire d'assurance devra faire apparaître :

- la prime HT,
- le détail et le montant des taxes,
- la prime TTC,
- le numéro du marché.

Les factures sont obligatoirement déposées sur Chorus Portail Pro (site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>), conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique relatifs à la facturation électronique. Les identifiants du Centre des Monuments Nationaux sont les suivants :

- SIRET : 180 046 013 00017
- service exécutant : 1301
- n° d'EJ (engagement juridique) : VOIR NOTIFICATION

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivé suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires, mentionnés à l'article L. 2192-13, applicable en cas de retard de paiement est égal au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours de laquelle les intérêts moratoires commencent à courir augmentés de huit (8) points de pourcentage.

Conformément à l'article D. 2192-35 du Code de la commande publique, en cas de retard de paiement des factures, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement, est due au titulaire.

L'indemnité doit être mentionnée par le titulaire, sur chaque quittance concernée, elle est due par quittance.

CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES

Soucieux de limiter l'impact écologique de ses achats, l'acheteur intègre dans les présentes conditions particulières des dispositions environnementales.

POLITIQUE IT

Le titulaire met en place des dispositions permettant de réduire son empreinte environnementale dans l'exécution des prestations du marché. Il rend compte, à la demande de l'acheteur, des actions réalisées afin de réduire son empreinte écologique en matière :

- d'hébergement et de tri de données ;
- d'hébergement de son intranet, le cas échéant ;
- de gestion des courriels raisonne ;
- de recyclage du matériel informatique utilisé pour réaliser les prestations du marché.

Le titulaire communique à l'acheteur dans les 3 mois suivant la notification du marché sa charte informatique ainsi que le nom du réseau de stockage des données.

MATÉRIEL UTILISÉ DANS LE CADRE DU MARCHÉ

Quand cela est possible, le titulaire utilise du matériel affichant un écolabel. Par exemple : ordinateurs utilisés lors de la prestation disposant d'un éco-label de type I (TCO certifiés, EPEAT ou équivalent).

Le titulaire remet à l'acheteur dans les 3 mois suivant la notification du marché la liste du matériel (y compris les équipements informatiques) écolabellisé utilisé dans le cadre du marché, ainsi que les justificatifs.

SUIVI DU MARCHÉ

Pour le suivi des prestations, le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, *etc.*)

CONDITIONS GÉNÉRALES

ASSURANCE RISQUES NUMÉRIQUES

SOMMAIRE

TITRE 1 -	DÉFINITIONS	2
TITRE 2 -	OBJET DE LA GARANTIE	3
TITRE 3 -	DÉTAIL DES GARANTIES.....	3
CHAPITRE 1 -	GARANTIE « PERTES PÉCUNIAIRES »	3
SECTION 1 -	FRAIS DE GESTION DE CRISE	3
SECTION 2 -	FRAIS DE NOTIFICATION	3
SECTION 3 -	FRAIS DE RECONSTITUTION LIÉS À UNE PERTE DE DONNÉES INFORMATIQUES	3
SECTION 4 -	FRAIS SUPPLÉMENTAIRES D'EXPLOITATION	4
SECTION 5 -	PERTES D'EXPLOITATION, PERTES DE RECETTES	4
SECTION 6 -	FRAIS DE MONITORING BANCAIRE.....	4
SECTION 7 -	PERTES CONSÉCUTIVES À UN DÉTOURNEMENT	4
SECTION 8 -	PERTES CONSÉCUTIVES À UNE FRAUDE INFORMATIQUE	4
SECTION 9 -	PERTES CONSÉCUTIVES À UNE FRAUDE TÉLÉPHONIQUE	5
SECTION 10 -	CYBER-EXTORSION, MENACE DE CYBER-EXTORSION, CYBER-RANÇON	5
CHAPITRE 2 -	GARANTIE « RESPONSABILITÉ »	5
CHAPITRE 3 -	GARANTIE « DÉFENSE RECOURS »	5
CHAPITRE 4 -	EXCLUSIONS GÉNÉRALES.....	6
TITRE 4 -	GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES	7
CHAPITRE 1 -	FORMATION ET RÉSILIATION.....	7
SECTION 1 -	FORMATION ET PRISE D'EFFET DU CONTRAT	7
SECTION 2 -	TRANSFERT DES RISQUES	7
SECTION 3 -	RÉSILIATION DU CONTRAT	7
CHAPITRE 2 -	DÉCLARATION DU RISQUE ET DE SES MODIFICATIONS	8
CHAPITRE 3 -	PRIMES	8
CHAPITRE 4 -	SINISTRES ET INDEMNITÉS.....	9
SECTION 1 -	OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ EN CAS DE SINISTRE.....	9
SECTION 2 -	APPLICATION DE LA GARANTIE DANS LE TEMPS	9
SECTION 3 -	EXPERTISE.....	10
SECTION 4 -	PRESCRIPTION	11

TITRE 1 - DÉFINITIONS

Pour l'application du contrat, on entend par :

ACTES DE MALVEILLANCE INFORMATIQUE

Tout acte commis dans l'intention de nuire (créant ou non pour son auteur et/ou son/ses complice(s) un profit illicite) en utilisant le système ou le réseau informatique de l'assuré, et notamment :

- * atteinte aux données : destruction, perte, altération, divulgation, appropriation, vol ou introduction non autorisées de données informatiques,
- * atteinte médiatique : toute diffusion ou menace de diffusion publique relayant l'existence d'un manquement à la réglementation relative aux données et/ou d'une atteinte à la sécurité des données susceptible de porter atteinte à la réputation de l'assuré,
- * déni de service : privation d'accès ou saturation y compris partielle du système d'information de l'assuré sans dommage matériel subi par ce dernier,
- * fraude informatique : tous vol, et/ou escroquerie, et/ou abus de confiance, et/ou faux ou usage de faux, et/ou chèque contrefait ou falsifié, résultant de l'accès non autorisé au système informatique de l'assuré, par un tiers,
- * détournement : tous dommages résultant de la disparition, de la détérioration ou de la destruction de valeurs, consécutive à un vol, un détournement, un abus de confiance ou autres actes délictueux ou criminels, commis dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions, y compris dans le cadre de système de gestion informatique, par tout préposé au service de l'assuré, que ces actes aient été commis avec ou sans collusion de tiers,
- * cyber-extorsion ou menace de cyber-extorsion, cyber-rançon : fait d'obtenir en menaçant l'assuré de commettre ou en commettant une atteinte à la sécurité de son système informatique et/ou une atteinte à ses données soit une signature, un engagement ou une renonciation, soit la révélation d'un secret, soit la remise de fonds, de valeurs ou d'un bien quelconque,
- * logiciel malveillant : tout logiciel ayant vocation à altérer ou endommager un système d'information, notamment : un virus informatique, un cheval de Troie, un enregistreur de frappe, un ver.

ANNÉE D'ASSURANCE

La période comprise entre :

- * la date d'effet de la police et la date de la première échéance annuelle,
- * deux échéances annuelles,
- * la dernière date d'échéance annuelle et la date de résiliation de la police.

DONNÉES PERSONNELLES

Données informatiques concernant une personne physique identifiée ou identifiable.

SYSTÈME INFORMATIQUE

Ressources de traitement des informations utilisées dans le cadre de l'activité de l'assuré et qui sont :

- * exploitées par lui ou sous sa responsabilité, et dont il est propriétaire, locataire, bénéficiaire au titre d'un contrat de crédit ou de crédit-bail ou qui lui sont confiées par un tiers personne physique ou morale,
- * et/ou exploitées par un prestataire tiers dans les termes d'un contrat écrit avec l'assuré (hébergeur, data-center, fournisseur de cloud).

Il est précisé que les systèmes de contrôles industriels font partie du système informatique.

TITRE 2 - OBJET DE LA GARANTIE

Le contrat a pour objet de garantir à l'assuré l'indemnisation des pertes pécuniaires qu'il pourrait subir à la suite d'un acte de malveillance tel que défini ci-avant, ainsi que les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il pourrait encourir soit à la suite d'un tel acte de malveillance, soit à la suite d'une erreur ou d'une faute commise par ses préposés et/ou ses représentants légaux.

TITRE 3 - DÉTAIL DES GARANTIES

Seules sont acquises les garanties pour lesquelles un montant de garantie figure dans le tableau des conditions particulières.

CHAPITRE 1 - GARANTIE « PERTES PÉCUNIAIRES »

Il est précisé que les garanties de pertes consécutives à un détournement, une fraude informatique ou une fraude téléphonique recouvrent les notions d'ingénierie sociale et de phishing sous toutes ses formes (phishing par mail ou moteur de recherche, spear phishing, whaling, smishing, vishing, etc.), que la divulgation de données personnelles ou confidentielles résulte d'une intrusion dans le système informatique de l'assuré ou non.

Section 1 - Frais de gestion de crise

L'assureur prend en charge :

- * les honoraires d'expert en sécurité informatique (il s'agit des frais engagés auprès d'experts en sécurité informatique afin d'identifier la cause et le mécanisme de l'atteinte, et d'en limiter ou supprimer les effets),
- * les honoraires d'avocat pour identifier les actions nécessaires à la satisfaction des exigences légales et réglementaires,
- * les frais de mise en place d'une assistance téléphonique dédiée ayant pour but d'assister les clients, prestataires et partenaires de l'assuré affectés par une atteinte aux données,
- * les frais et/ou honoraires des prestataires mandatés par l'assuré pour rétablir sa réputation ou son image suite à une atteinte médiatique,
- * les frais de conseil en communication et les actions de communication en découlant.

Section 2 - Frais de notification

Sont garantis les frais engagés en vue d'informer les personnes concernées et/ou toute autorité compétente d'une atteinte à la sécurité des données personnelles.

Section 3 - Frais de reconstitution liés à une perte de données informatiques

L'assureur garantit à l'assuré le paiement des frais que ce dernier serait dans l'obligation d'exposer pour reconstituer ses médias à la suite d'un acte de malveillance.

Sont notamment garantis les frais engagés par l'assuré, pour :

- * décontaminer et reconstituer les informations altérées ou détruites,
- * décontaminer et reconstituer les programmes perdus ou rendus inutilisables,
- * créer un programme équivalent dans le cas où le programme altéré ou détruit ne serait pas reconstituable,
- * ressaisir les données.

Section 4 - Frais supplémentaires d'exploitation

L'assureur garantit à l'assuré le remboursement des frais supplémentaires qu'il serait obligé d'exposer à la suite d'un acte de malveillance.

Les frais supplémentaires se définissent comme étant ceux qui concernent les frais exposés pour permettre la continuité du fonctionnement des services de l'assuré. Ils sont engagés en sus des frais normalement exposés avant le sinistre pour les mêmes tâches dans le but de permettre le maintien de l'activité normale. Il est entendu que tous les frais de fonctionnement normalement exposés, qui disparaîtraient du fait du sinistre, seront déduits de l'indemnité.

Les frais ainsi garantis sont notamment :

- * les frais de prestations extérieures supplémentaires de toute nature,
- * les frais de personnels supplémentaires provoqués par les besoins accrus consécutifs à un sinistre,
- * les frais de mesures conservatoires,
- * les loyers supplémentaires correspondant à la location de locaux ou de matériels de remplacement ou de locaux provisoires,
- * les frais postaux et de communication (téléphone, télécopie, télex, etc.) et de correspondances supplémentaires,
- * les frais supplémentaires de transport,
- * les frais d'entretien, de gardiennage, de surveillance de sécurité des locaux supplémentaires provisoires,
- * les surcoûts d'approvisionnement en matériels, marchandises.

La période d'indemnisation est de 18 mois.

Section 5 - Pertes d'exploitation, pertes de recettes

L'assureur garantit à l'assuré une indemnité correspondant à la perte d'exploitation résultant de la baisse du chiffre d'affaires causée par l'interruption ou la réduction de l'activité de l'un ou l'autre des services de l'assuré, ou le remboursement des recettes qu'il aura directement perdues à la suite d'un acte de malveillance.

La période d'indemnisation est de 18 mois.

Section 6 - Frais de monitoring bancaire

Sont garantis les frais engagés pour détecter toute utilisation illicite de données personnelles à caractère bancaire en cas de divulgation ou d'appropriation non autorisée de ces données.

Section 7 - Pertes consécutives à un détournement

L'assureur garantit à l'assuré le remboursement des pertes pécuniaires causées par un détournement.

Section 8 - Pertes consécutives à une fraude informatique

L'assureur garantit à l'assuré le remboursement des pertes pécuniaires causées par une fraude informatique.

Section 9 - Pertes consécutives à une fraude téléphonique

L'assureur garantit à l'assuré, même en l'absence de dommages aux matériels téléphoniques, le remboursement des pertes pécuniaires causées par l'utilisation frauduleuse par des tiers des lignes téléphoniques de l'assuré (par exemple : piratage des messageries vocales accessibles depuis l'extérieur dans le but d'activer des fonctions de renvoi d'appels vers l'extérieur, renvoi vers des numéros surtaxés etc.). L'assuré doit apporter la preuve de la fraude.

Section 10 - Cyber-extorsion, menace de cyber-extorsion, cyber-rançon

L'assureur garantit :

- * tout paiement par l'assuré, effectué sous la contrainte, dans le seul but de mettre fin à une menace d'extorsion, dans la limite des frais et pertes qui seraient résultés du refus de l'assuré de céder à l'extorsion,
- * les frais et honoraires engagés auprès de tout consultant en sécurité pour effectuer une enquête ayant pour objet de déterminer l'origine de cette menace d'extorsion, et/ou d'y mettre fin.

CHAPITRE 2 - GARANTIE « RESPONSABILITÉ »

L'assureur garantit l'indemnisation des conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'assuré pourrait encourir soit à la suite d'un acte de malveillance informatique, soit à la suite d'une erreur ou d'une faute commise par son personnel.

La garantie est étendue aux frais engagés pour supprimer ou minimiser les conséquences d'une telle responsabilité.

CHAPITRE 3 - GARANTIE « DÉFENSE RECOURS »

Au titre de cette extension de garantie, l'assureur s'engage :

- * à défendre soit à l'amiable soit devant toute juridiction (notamment civiles, commerciales ou administratives) et en particulier devant les tribunaux répressifs, lorsqu'ils sont personnellement impliqués à l'occasion d'un dommage garanti par le présent contrat, la personne morale souscriptrice et toute autre personne morale ayant la qualité d'assuré, les représentants légaux et membres de l'assemblée délibérante dans l'exercice de leurs fonctions ou des personnes physiques ayant une autorité représentative équivalente, ainsi que les préposés placés sous l'autorité de l'assuré pendant leur service,
- * à réclamer, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation incombant à un tiers responsable des dommages subis par l'assuré ou par une personne physique ayant la qualité d'assuré et qui ont trait à l'un des risques garantis.

L'assureur effectuera notamment les recours pour tous les sinistres réglés contre les responsables identifiés ainsi que les recours contre les responsables identifiés pour les sinistres inférieurs à la franchise.

L'assureur supporte, à concurrence de la somme fixée aux conditions particulières, les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avocats, d'exécution de jugements ainsi que les frais de procès.

En cas de désaccord entre l'assureur et l'assuré, sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire ou sur le montant du préjudice subi par l'assuré, le différend est soumis à deux arbitres, désignés l'un par l'assureur, l'autre par l'assuré.

A défaut d'entente entre les deux arbitres, ils sont départagés par un troisième arbitre désigné par eux, ou faute d'accord sur cette désignation, par ordonnance du Président du tribunal judiciaire dans le ressort duquel s'est produit le dommage, objet du litige.

Chaque partie supporte les honoraires de son arbitre et la moitié de ceux du tiers arbitre.

Si, contrairement à l'avis des arbitres, l'assuré exerce une action judiciaire et obtient une solution plus favorable que celle qui lui était antérieurement proposée, l'assureur lui remboursera, sur justification, les frais taxables restant à sa charge et les honoraires raisonnablement réclamés dans une telle affaire.

En cas de désaccord sur le montant des honoraires, le différend est réglé selon la procédure d'arbitrage ci-dessus.

CHAPITRE 4 -EXCLUSIONS GÉNÉRALES

Sont seuls exclus au titre du présent contrat :

- **les pertes ou dommages résultant du fait intentionnel ou dolosif de l'assuré, de ses administrateurs et/ou représentants légaux, qu'ils agissent seuls ou en collusion avec des tiers et/ou des préposés (article L. 113-1 du Code des assurances),**
- **les pertes ou dommages résultant de guerre étrangère (il appartient à l'assuré de faire la preuve que le sinistre résulte d'un fait autre que la guerre étrangère), de guerre civile (il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de l'un de ces faits), d'effets directs ou indirects d'explosions, de dégagements de chaleur, d'irradiations provenant de transmutation de noyaux d'atomes ou de la radioactivité, ainsi que ceux dus aux effets de radiations provoqués par l'accélération artificielle de particules, d'engins de guerre dont la détention est interdite et dont l'assuré serait sciemment possesseur ou détenteur, ainsi que les accidents qui résulteraient d'une manipulation volontaire d'engins de guerre par l'assuré,**
- **les pertes pécuniaires résultant de l'utilisation de cartes de crédit, de cartes accréditives ou de cartes de paiement quel qu'en soit l'émetteur, ou des informations qui y sont portées, de fraudes, lorsque les représentants légaux du souscripteur avait connaissance que le préposé s'était rendu coupable d'un acte similaire, antérieur ou non à la souscription du contrat, des décisions de placement et/ou investissement des valeurs gérés par l'assuré pour son compte ou pour le compte de tiers dans tout produit financier, dans toute société de droit privé ou publique cotée ou non en bourse,**
- **l'insolvabilité et/ou la défaillance des partenaires financiers de l'assuré (entreprises, administrations, collectivités locales etc.),**
- **les pertes pécuniaires subies par l'assuré lorsque celui-ci n'a pas respecté la réglementation et/ou la législation en vigueur.**

Par ailleurs, l'assureur ou le réassureur ne sera tenu à aucune garantie, ne fournira aucune prestation et ne sera obligé de payer aucune somme au titre du présent contrat dès lors que la mise en œuvre d'une telle garantie, la fourniture d'une telle prestation ou un tel paiement l'exposerait à une sanction, prohibition ou restriction résultant d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies, et/ou aux Sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictées par l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Suisse ou par tout autre droit national applicable prévoyant de telles mesures.

TITRE 4 - GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES

CHAPITRE 1 -FORMATION ET RÉSILIATION

Section 1 - Formation et prise d'effet du contrat

Le contrat d'assurance est formé dès l'accord des parties. Le marché ou la police d'assurance signé par elles constate leurs engagements réciproques. La garantie est acquise à compter de la date d'effet indiquée à l'acte d'engagement. Ces mêmes stipulations s'appliquent à tout avenant au contrat.

Section 2 - Transfert des risques

Toute garantie cesse en cas de transfert total hors des limites de la France métropolitaine, des outre-mer et de la principauté de Monaco. Dans ces cas, la prime échue reste acquise aux assureurs.

En cas de transfert des biens assurés dans une autre localisation de France métropolitaine, des outre-mer et de la principauté de Monaco, la garantie est maintenue.

Section 3 - Résiliation du contrat

§ 1 - Cas de résiliation

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions ci-après :

- par l'assuré ou l'assureur :
 - dans les délais et selon les modalités prévus à l'acte d'engagement,
 - en cas de transfert de propriété de la chose assurée (article L. 121-10 du Code des assurances) et notamment en cas de fusion concernant l'assuré,
- par les assureurs :
 - en cas de non-paiement des primes (article L. 113-3 du Code des assurances),
 - en cas d'aggravation du risque (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L. 113-9 du Code des assurances),
 - après sinistre, l'assuré ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de l'assureur (article R. 113-10 du Code des assurances),
- par l'assuré :
 - en cas de disparition des circonstances aggravantes mentionnées dans la police si l'assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas de résiliation par l'assureur d'un autre contrat de l'assuré après sinistre (article R. 113-10 du Code des assurances),
- de plein droit, en cas de retrait de l'agrément de l'assureur (article L. 326-12 du Code des assurances).

Il est convenu que l'assureur ne pourra utiliser la faculté de résiliation après sinistre prévue à l'article R. 113-10 du Code des assurances que dans les conditions suivantes :

- pour autant que le montant des sinistres réglés et raisonnablement provisionnés sur l'exercice en cours soit égal ou supérieur au montant de la prime TTC annuelle de l'exercice en cours,
- la résiliation prend effet à l'expiration du délai de préavis prévu à l'acte d'engagement à compter de sa notification au souscripteur.

§ 2 - Ristourne de prime, indemnité de résiliation

Dans les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'assureur. Elle doit être remboursée à l'assuré si elle a été perçue d'avance.

§ 3 - Modalités de résiliation

Lorsque l'assuré a la faculté de résilier le contrat, il peut le faire, à son choix, soit par lettre ou tout autre support durable, soit par une déclaration faite contre récépissé au siège social ou chez le représentant de l'assureur, soit par acte extrajudiciaire. La résiliation par l'assureur doit être notifiée à l'assuré par lettre recommandée.

CHAPITRE 2 - DÉCLARATION DU RISQUE ET DE SES MODIFICATIONS

Le contrat est établi d'après les déclarations de l'assuré. Sous peine des sanctions prévues ci-après, l'assuré doit en conséquence déclarer toutes les circonstances connues de lui et qui sont de nature à faire apprécier par l'assureur les risques qu'il prend à sa charge.

La garantie de l'assureur est subordonnée à l'existence des systèmes de sécurité physiques et logiques déclarés à la souscription, que l'assuré s'engage à entretenir et maintenir opérationnels.

CHAPITRE 3 - PRIMES

Nonobstant toute autre stipulation, la prime est forfaitaire et fixée à l'acte d'engagement.

La prime, ou dans le cas de fractionnement de celle-ci les fractions de prime, les accessoires de prime dont le montant est stipulé au contrat, ainsi que les impôts et taxes, sont payables d'avance au siège de la société ou au domicile de son mandataire éventuellement désigné par elle à cet effet.

Les dates d'échéance sont fixées à l'acte d'engagement.

A défaut de paiement d'une prime (ou d'une fraction de prime) dans les dix jours de son échéance, la société, indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, peut, par lettre recommandée valant mise en demeure adressée à l'assuré ou à la personne chargée du paiement des primes à leur dernier domicile connu, suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre (ou sa remise au destinataire justifiée par l'avis de réception si celui-ci est domicilié hors de France métropolitaine).

Le non-paiement d'une fraction de prime entraîne l'exigibilité de la totalité de la prime restant due. Dans ce cas, la suspension de la garantie produit ses effets jusqu'à son entier paiement.

La société a le droit de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours visé ci-dessus, par notification faite à l'assuré, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites, selon les règlements et normes en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités nécessaires (y compris vote des dépenses).

CHAPITRE 4 - SINISTRES ET INDEMNITÉS

Section 1 - Obligations de l'assuré en cas de sinistre

En cas de sinistre, le souscripteur ou l'assuré doit :

- 1°) déclarer le sinistre à l'assureur par écrit (de préférence par lettre recommandée) ou verbalement contre récépissé, dans les cinq jours ouvrés où il en a eu connaissance,
- 2°) prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour limiter l'importance du sinistre et sauvegarder les biens garantis,
- 3°) indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, la nature et le montant approximatif des dommages, les garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs,
- 4°) fournir à l'assureur dans le délai de trente jours un état des pertes, c'est-à-dire un état estimatif détaillé, certifié sincère et signé par lui, des biens assurés, endommagés, détruits et sauvés,
- 5°) communiquer, sur simple demande de l'assureur et dans le plus bref délai, tous autres documents nécessaires à l'expertise,
- 6°) transmettre à l'assureur, dès réception, tout avis, lettres, convocations, assignations, actes extra-judiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à ses préposés, concernant un sinistre susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré.

Faute par le souscripteur ou l'assuré de se conformer aux obligations prévues ci-dessus, sauf cas fortuit ou de force majeure, l'assureur peut réclamer une indemnité proportionnée au préjudice que ce manquement peut lui causer.

Pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, en cas de manquement à une obligation lui incombant après la survenance du sinistre, l'assuré n'encourt la déchéance qu'en cas de faute lourde ou d'inexécution intentionnelle de sa part.

Si le souscripteur ou l'assuré fait volontairement de fausses déclarations, notamment exagère le montant des dommages, prétend détruits des biens n'existant pas lors du sinistre, dissimule ou soustrait tout ou partie des biens assurés, emploie comme justification des documents inexacts ou use de moyens frauduleux, l'assuré est entièrement déchu de tout droit à indemnité sur l'ensemble des risques sinistrés, la déchéance étant indivisible entre les divers articles du contrat.

Il est par ailleurs rappelé qu'en vertu de l'article L.12-10-1 du Code des assurances, le versement d'une somme en application de la clause d'un contrat d'assurance visant à indemniser un assuré des pertes et dommages causés par une atteinte à un système de traitement automatisé de données mentionnée aux articles 323-1 à 323-3-1 du code pénal est subordonné au dépôt d'une plainte de la victime auprès des autorités compétentes au plus tard soixante-douze heures après la connaissance de l'atteinte par la victime.

Section 2 - Application de la garantie dans le temps

§ 1 - Imputation du sinistre à l'année d'assurance

La date de survenance du sinistre est la date de réalisation de l'acte de malveillance ou du détournement s'il s'agit d'un sinistre isolé ou du premier acte délictueux s'il s'agit d'un sinistre continu.

En cas de doute sur la date de réalisation desdits actes, la date retenue pour l'application du contrat sera celle de la première manifestation certaine.

Sinistre isolé

Quelle que soit la date de sa survenance, l'acte de malveillance ou le détournement sont imputés à l'année d'assurance pendant laquelle ils sont découverts et le montant de l'indemnité ne peut excéder la somme assurée le jour où ils ont été découverts.

Sinistre continu

Une série de fraudes, d'actes de malveillance ou de détournements commis, même si les mécanismes sont différents par le ou les mêmes auteurs constituent un seul et même sinistre. Quelle que soit la date de sa survenance, sous réserve des délais prévus ci-après, tout sinistre est imputé à l'année d'assurance au cours de laquelle est découvert le premier acte délictueux et le montant de l'indemnité ne peut excéder la somme assurée le jour où il a été découvert. Toute fraude, acte de malveillance ou détournement dont il est impossible de déterminer s'ils sont survenus avant ou après une modification des capitaux garantis, des franchises et/ou de la coassurance sont pris en charge dans la limite de la moitié du cumul des capitaux garantis et/ou franchises avant et après la modification, et/ou par l'ensemble des co-assureurs, à concurrence de la moitié de leur quote-part respective dans les deux co-assurances.

§ 2 - Conditions d'indemnisation d'un sinistre

La garantie s'applique aux actes délictueux commis pendant la période de validité du contrat et découverts :

- * au cours de la même période,
- * avant la date de cessation de garantie si celle-ci a été résiliée par l'assureur ou l'assuré en application des articles L.113-3 et R. 113-10 du Code des assurances,
- * ou au plus tard 24 mois à compter de la date de cessation de garantie pour toute autre cause que celles précitées.

En tout état de cause, le délai entre la date de survenance du sinistre et la date de découverte dudit sinistre doit être inférieur à 36 mois. Tout délai supérieur implique la non prise en charge du sinistre.

§ 3 - Reprise du passé

La garantie est étendue aux pertes pécuniaires résultant de tout acte délictueux assuré commis au cours des 24 derniers mois précédant la date d'effet du présent contrat pour autant que :

- * l'assuré n'en ait pas eu connaissance avant ou à la date de la prise d'effet du présent contrat,
- * en cas de sinistre continu, le premier acte délictueux de la série soit commis au cours des 24 mois précédant la date d'effet du présent contrat.

Dans ce cas, tout sinistre est imputable à la première année d'assurance au cours de laquelle l'acte délictueux a été découvert.

Section 3 - Expertise

Si le montant des pertes pécuniaires subies n'est pas fixé de gré à gré, une expertise amiable est toujours obligatoire, sous réserve des droits respectifs des parties.

Chaque partie choisit un expert. Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert et opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par une partie de nommer son expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le président du tribunal judiciaire ou du tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve le siège social du souscripteur.

Cette désignation a lieu sur simple requête de la partie la plus diligente, faite au plus tôt quinze jours après l'envoi, à l'autre partie, d'une lettre recommandée de mise en demeure avec accusé de réception.

L'assureur conserve à sa charge les frais des experts.

Section 4 - Prescription

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans.

Le délai commence à courir à compter du jour de l'évènement qui donne naissance à l'action (à compter du 31 décembre suivant cet évènement pour les contrats souscrits sur des risques situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle).

Toutefois, le délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription (citation en justice, commandement ou saisie, citation en conciliation devant le bureau de paix lorsqu'elle est suivie d'une assignation en justice, citation en justice, même devant un juge incompétent, l'interruption étant nulle et non avenue si l'assignation est nulle par défaut de forme, si le demandeur se désiste de sa demande, s'il laisse périmer l'instance ou si sa demande est rejetée, reconnaissance par le débiteur du droit du créancier) et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.